57e ANNEE (6e SÉRIE) N° 20 27 MARS 1947

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Directeur

F.-M. CATHERINET
Ancien Supérieur du Grand Séminaire de Langres
Codirecteur

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

Sommaire

I. Incertitudes du présent. — II. Les savants ont peur. — III. Les remords des inventeurs. — IV. Les savants veulent la publicité. — V. Propositions de J. R. Oppenheimer contre le péril atomique. — VI. Les protestants contre l'emploi de la bombe atomique. — VII. Le sentiment d'un évêque catholique anglais. — VIII. L'opinion soviétique. — IX. Ce que c'est que l'anticommunisme. — X. Communisme et existentialisme. — XI. Les fouilles à Saint-Pierre du Vatican.

I

Procédant, pour ainsi dire, à grands coups de gong, la Revue *Esprit* nous a donné en janvier 1947 un numéro retentissant avec les sous-titres suivants : *Pour un temps d'Apocalypse. — Documentaire atomique.* M. Em. Mounier, directeur de la Revue, se propose expressément de réveiller nos torpeurs.

« Ce n'est pas, écrit-il, un des faits les moins frappants des mois écoulés que la rareté et la pauvreté des réactions soulevées en France par l'avènement de l'âge atomique. »

Il semble croire que l'opinion française reste froide et un peu boudeuse, parce que « pour la première fois, un grand événement scientifique s'est produit sans que la France y eût part immédiatement ».

Il est convaincu, par contre, que nous aurions tort de fermer les yeux à la gravité des problèmes qui sont déjà posés par le seul fait de l'existence de la bombe atomique, qui est, dit-il, comme « une seconde découverte du feu », inaugurant « un nouvel univers ».

Son dessein est donc de « réveiller la conscience somnolente de notre pays, en lui présentant un échantillonnage des principales réactions mondiales devant cette porte béante ».

Nous estimons comme lui que des événements extraordinaires sont en cours. C'est pourquoi nous lui ferons écho et cueillerons, dans son dossier impressionnant, ce qui nous paraîtra le plus émouvant et le plus suggestif Mais nous n'oublierons jamais la magnifique parole du Christ, disant à ses Apôtres : « Quand toutes ces choses arriveront, relevez la tête ! *Levate capita vestra* ». Les fils de l'éternité n'ont pas peur de voir approcher la fin du temps ; d'ailleurs, personne ne sait quand sonnera l'heure que le Fils de l'Homme déclarait ignorer, du moins pour nous le dire.

Une chose dès à présent semble certaine, c'est que les hommes ont créé l'*inéluctable*. On a l'impression que la machine tellurienne est partie à grande allure, à une descente et que le chauffeur est mort au volant. Qui n'a pas noté déjà dans son esprit cette impression d'impuissance que donne désormais la politique ? M. Mounier le fait remarquer avec beaucoup de justesse :

« Ceux que par habitude l'on considère encore comme les détenteurs du pouvoir prononcent des paroles rituelles que l'on appelle des discours, exécutent des cérémonies traditionnelles devant des assemblées de notables, mais chacun sait bien qu'ils ne commandent plus à rien, que les rouages tournent à vide, que les transmissions partent à la dérive, que personne, à peu près en rien, ne sait ce qui arrivera demain, de quel côté, pourquoi, par qui et vers quels effets. Quelques-uns d'entre-nous connaissent cet univers affolé, affolant, par les postes de responsabilité qu'ils y occupent, nous l'abordons tous par les guichets que lui ouvrent sur le monde extérieur ce que l'on appelle encore par antiphrase les administrations. »

Nous avons donc pris un tournant décisif. Nous voilà partis sans boussole, sans pilote et même sans gouvernail, pour une destination inconnue. Nous nous sommes créé une atmosphère irrespirable, un monde inhabitable, une humanité inhumaine. « Aussi bien, constate M. Mounier, bousculant sans cesse nos normes d'intelligibilité, le monde nous apparaît-il provisoirement comme une histoire de fou. C'est pourquoi nos enfants sont existentialistes. »

Heureux, en un pareil temps, celui qui a la foi en Jésus-Christ, l'unique Sauveur du monde ! Mais bien à plaindre ceux qui ont cru uniquement ou croient encore à la Science, au Progrès, à la Technique, au Paradis fait de main d'homme, à l'avènement de la Démocratie par le triomphe du Matérialisme dialectique ! Mon Dieu, que tout cela sonne creux et faux ! Que tout cela est vide et cruel !

II

Mais examinons posément les diverses réactions des humains devant le lever de rideau atomique, en commençant par *les savants*.

« J'écris pour vous faire peur, a dit Harold Hurey, l'un des inventeurs. Je suis moi-même un homme qui a peur. Tous les savants que je connais ont peur. »

Dans les déserts du Nouveau-Mexique, alors que ces mêmes savants attendaient, face contre terre, le résultat incertain de leur premier essai, les plus incroyants sentirent monter en eux quelque chose comme une prière. C'est que la bombe atomique est une arme terrifiante pour les nihilistes de demain ou même d'aujourd'hui. Quand un Ravachol ou un Vaillant plaçait ou lançait une de ces bonnes vieilles bombes à la dynamite d'autrefois, en criant au dedans de lui-même : « Mais, crève donc, so-

ciété ! » on pouvait presque en rire et dire aussitôt avec la plus parfaite présence d'esprit : « La séance continue. » Nous n'en sommes plus au parlementarisme de 1893 ni aux moyens de destruction de ce temps-là. Voici la description du premier essai de la bombe par un témoin oculaire :

« Enfin, l'objet arriva... Dès que je vis ses dimensions modestes, si peu en rapport avec les précautions dont il était entouré et les précautions prises, je compris : c'était « *l'atom-bomb* », le monstrueux mirage après lequel tant de physiciens avaient couru depuis des dizaines d'années, l'enfer comprimé et résumé en quelques centaines de grammes.

Les assistants avaient reçu comme instruction de se coucher sur le sol et la face contre terre, la tête tournée dans la direction opposée à celle du lieu de l'explosion... Quand on entendit : « Plus que quatre secondes », le docteur Bainbridge appuya sur un bouton qui mit en mouvement un mécanisme automatique. Il se fit un lourd silence d'angoisse.

« Les savants, écrit le général Favrell, sentaient que leurs chiffres devaient être exacts et que la bombe devait partir ; mais, malgré tout, il restait l'ombre d'un doute dans l'esprit de chacun. Nous étions en route vers l'inconnu et nous ne savions pas ce qu'il en sortirait. Chacun priait, avec plus de conviction qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent. Le docteur Oppenheimer, sur lequel reposait presque tout le fardeau de l'invention, avait le visage ravagé et respirait à grand peine. »

Quand l'annonceur déclara : « *Maintenant* », on vit un immense éclair, suivi de près par un rugissement sourd : c'était l'explosion.

Un autre observateur poursuit :

« A l'horizon, les premières lueurs de l'aube, et tout d'un coup, on vit apparaître des profondeurs de la terre, une lumière surnaturelle, un lever de soleil comme le monde n'en avait encore jamais vu, un immense soleil vert qui monta, en une fraction de seconde, jusqu'à une hauteur de cinq mille mètres, toucha aux nuages et emplit le ciel et la terre d'une lueur aveuglante. Il monta, gigantesque boule de feu, d'un diamètre d'un kilomètre et demi, et ses couleurs passèrent du pourpre le plus chaud à un orange éclatant ; il monta, force élémentaire qui avait brisé les chaînes qui le retenaient depuis des millions de siècles. Il semblait que le temps se fut arrêté, que nous assistions à la création du monde, au moment où le Seigneur dit : *Fiat lux !*

Un cri retentit alors : le cri des hommes qui avaient consacré toute une vie à leurs recherches et qui voyaient maintenant le couronnement de leur œuvre. Ils criaient, pleuraient, riaient, saluant la naissance d'un monde nouveau, d'un monde de liberté : la naissance d'une force nouvelle, en une seconde, les avait transformés en hommes libres. »

Cette interprétation finale a de quoi nous surprendre. En quoi l'homme est-il plus libre ? Et qui donc aura le bénéfice de cette liberté ? Ils pensaient peut-être : « Avec cet engin formidable, nous vaincrons le Japon ! » L'Allemagne était déjà hors de combat. Mais après la victoire sur le Japon, il restera la victoire à remporter sur soi-même, et c'est la plus difficile, en même temps que la plus nécessaire, à qui veut être *libre*. Notre-Seigneur ne disait-il pas : « *C'est la vérité qui vous délivrera* » ?

Cette première expérience de la bombe, dans la nuit du 15 au 16 juillet 1945, sur le plateau d'Alamajordo, laissait donc les savants tout à la joie de leur triomphe. Ils ne pensaient pas encore nettement à l'emploi prochain de leur invention.

III

Mais le 6 août 1945, la seconde bombe est lancée du haut d'un avion, — la superforteresse *Joyeuse-Hélène*, — un nom prédestiné vraiment, — au dessus de la ville japonaise de Hiroshima. Quelles furent les réactions des aviateurs ? On lit, paraît-il, sur leur carnet de route :

« Morbleu ! s'écria le lieutenant Jeppson, si les gens pouvaient voir notre travail actuel, nous aurions vite vendu pour 100.000 dollars de billets d'entrée. »

Typiquement américain, n'est-ce pas ? On venait de faire du sport, du grand sport !

« Tous regardèrent aussi longtemps qu'ils le purent et virent nettement une sorte d'immense cumulus qui s'élevait de plus en plus haut à travers les nuages. « Çà vaut bien le « cyclone » à la foire de Coney Island, à vingt-cinq cents le tour ! » s'écriait le mitrailleur dans le téléphone. « J'encaisserai la monnaie à l'atterrissage » répondit le colonel. « On devrait bien attendre la paye », observa quelqu'un.

Pendant que ces « réflexions » profondes s'échangeaient dans les airs, que se passait-il en dessous ?

« La température dégagée fut inconcevable — des milliers de degrés centigrades... A Hiroshima, l'explosion déclancha presque instantanément des centaines d'incendies, dont le plus distant était situé à 4 km. 500 du point de chute... Des personnes déclarent avoir senti la chaleur sur leur peau à une distance de 8 km.

Le « vent de feu » atteignit une vitesse horaire maxima de 45 à 60 km durant les deux ou trois heures qui suivirent l'explosion. Le « vent de feu » et la symétrie avec laquelle était construit le centre de la ville firent qu'une zone à peu près circulaire de 7 km ^{2} fut presque totalement détruite par l'incendie.

Sur les 200 docteurs qui se trouvaient à Hiroshima, seuls 30 furent capables de remplir leur rôle après la chute de la bombe. Sur 1780 infirmières, 1654 furent tuées ou blessées. On ne put utiliser que 3 hôpitaux civils sur 45. Les chiffres officiels japonais signalent que les bâtiments détruits à Hiroshima sont au nombre de 62.000 sur 90.000. En outre, 6.000 bâtiments sont gravement endommagés. Des femmes enceintes qui se trouvaient à 1.500 m. du lieu de chute ont eu des fausses couches. La zone d'efficacité de la bombe atomique est 15.000 fois supérieue à celle d'une bombe de 250 kg. et 225 fois à celle d'une bombe de 10 tonnes. »

Une autre bombe — la troisième, — ayant éclaté sur Nagasaki, le Japon demanda la paix.

Mais une fois la guerre finie, « les savants... sentirent qu'un lourd péché collectif venait de se commettre. Ils se mirent à regarder leurs mains ». Il se déchaîna dans leurs rangs des sentiments d'indignation tardive qui ressemblaient à des remords. Sans doute, ils n'étaient pour rien dans l'usage qui était fait de leur invention. Ils se désolidarisaient à la fois du président Truman, responsable au point de vue politique, et du général Leslie Groves, responsable de l'emploi militaire de la bombe après avoir été le « *Managing director* » de sa fabrication.

« Mais ne s'étaient-ils pas vendus corps et âmes, pisque cela, n'avaient-ils pas en quelque sorte... prostitué leur mission de chercheurs pour permettre désormais à « d'honorables médiocres » (je n'invente pas l'expression) tels que Truman et Attlee — et Dieu sait si l'espèce en est commune, — de brandir désormais au-dessus du monde terrifié une menace telle que l'espoir d'en contrôler l'emploi apparaissait déjà comme surhumain. »

Les savants avaient d'autant plus de motifs d'être troublés que les usines d'Hauford, d'Oake-Ridge

et de Los Alamos, même la guerre finie, n'en continuaient pas moins leur fabrication avec un rendement amélioré. Eux aussi, les savants, on se contentait de leur donner, comme aux ouvriers, de hauts salaires. Leur science tarifée entrait dans les deux milliards de dollars — par mégarde, *Esprit* imprime 2.000.000, mais il manque trois zéros, et le public américain reste pantois devant le chiffre réel, — qui avaient été dépensés pour produire la bombe. Aux salaires ou appointements, on pouvait bien ajouter des félicitations, mais on disait aux savants couverts de fleurs : « C'est bien ! toutefois, elle n'est pas à vous, la bombe. Vous n'avez pas à vous occuper de son usage. »

« D'Einstein à Oppenheimer, en passant par la foule des obscurs coopérateurs de l'immense recherche se formait un vaste courant d'opinion, dominé par deux sentiments distincts. D'une part, celui d'une perversion dans la destination des connaissances scientifiques, dans l'usage des techniques, dans l'esprit même de la découverte. D'autre part, celui de former une classe d'hommes, parfaitement conscients de l'avenir proposé à l'espèce humaine, pour le meilleur et pour le pire, et conscients en même temps d'être injustement, cyniquement frustrés du privilège d'en contrôler l'usage par ceux-là même, politiciens ou militaires, à qui la connaissance fait défaut. »

Il était bien tard, pour s'en apercevoir ! Eux-mêmes, les savants, n'avaient-ils pas accepté les chaînes dorées dont ils se plaignaient ? Et pourtant, ils avaient conscience d'une sorte d'anachronisme monstrueux entre l'âge nouveau qu'ils venaient d'inaugurer et la vieille politique d'un monde révolu ? Ils avaient cru travailler pour l'humanité ; on leur faisait comprendre qu'ils avaient travaillé surtout pour l'hégémonie américaine, pour donner aux militaires et diplomates américains un argument de poids irrésistible dans les discussions internationales. « A la surprise initiale succéda vite le scandale ». A la fin de l'été 1945, fut publié le fameux rapport Smyth.

« La responsabilité de notre politique nationale, y lisait-on, repose en dernier ressort sur les citoyens ; ils ne peuvent la porter en connaissance de cause que s'ils sont informés. On ne peut attendre de l'homme de la rue qu'il comprenne clairement comment se construit une bombe atomique et quels sont ses effets, mais il y a dans ce pays un groupe important d'ingénieurs et d'hommes de science qui peuvent pénétrer ces choses et expliquer à leurs compatriotes les possibilités des bombes atomiques. »

A qui voulait bien comprendre cet appel, cela voulait dire : *la démocratie*, bien éclairée, nous garantira du désastre atomique. Mais les savants passèrent très vite à une nouvelle pensée que l'on peut traduire ainsi :

« La bombe atomique est moins dangereuse en elle-même que par la psychose internationale de peur mutuelle et de compétition qu'elle provoque. Le secret qu'on veut maintenir autour d'elle, fût-il admissible au point de vue de l'honneur de la science, est quand même le plus efficace moyen de nourrir cette psychose jusqu'à la folie collective, jusqu'à l'agression. »

Un seul remède à cela, pensaient les savants : le retour au libre-échange des idées, à la coopération internationale. On lisait en effet dans le rapport Lilienthal, adressé à M. Byrnes, le 17 mars 1946, et signé d'experts au nombre desquels se trouvait J. R. Oppenheimer, le père de la bombe :

« L'histoire humaine montre que tout effort pour confiner l'esprit humain chercheur, pour essayer d'exclure l'esprit de recherche, est voué à l'échec. De tels efforts provoquent des perversions grosses de conséquences terribles : Gestapo, inquisitions, guerres. Le développement des découvertes conduisant à la libération de l'énergie atomique s'inscrit dans une longue ligne de découvertes qui ont leur source dans la soif des hommes de savoir plus au sujet d'eux-mêmes et du monde dans lequel ils vivent. »

IV

C'est que les savants, dans la période qui précéda la guerre, avaient vécu dans un continuel échange de relations entre tous les laboratoires du globe. Ils ne pouvaient oublier cette époque excitante où ils s'annonçaient les uns aux autres, par télégrammes ou par radio, les moindres progrès accomplis dans la voie de la libération de l'énergie atomique.

A partir de 1934, le savant italien Enrico Fermi avait commencé à Rome, puis poursuivi à l'Université de Columbia, en Amérique, l'étude systématique du bombardement des noyaux atomiques au moyen des neutrons. On avait dénombré, avant 1938, plus de 500 noyaux instables. A la fin de 1938, Otto Hahn et Strussman découvraient à Berlin, parmi les résultats de ces bombardements effectués sur l'uranium, des isotropes du baryum. Immédiatement, Lise Meitner et Otto Frisch, réfugiés raciaux à Copenhague, auprès du savant Niels Bohr, émettent l'hypothèse de la *fission explosive*, accompagnée d'une libération d'énergie formidable. Bohr s'empresse d'aller discuter des perspectives ainsi formulées avec son disciple Wheeler, aux Etats-Unis. Pendant ce temps, Joliot en France établit que la *fission* explosive engendre de nouveaux neutrons capables de provoquer des *fissions* à la chaîne. Ce fait capital donne l'idée d'une bombe atomique, au sein de laquelle les réactions nucléaires s'engendreront mutuellement jusqu'à explosion. Une véritable fièvre s'empare des laboratoires. Et c'est justement l'époque où la guerre éclate. On avait pourtant le pressentiment que pour fabriquer une bombe, il faudrait de tels moyens d'action que cette fabrication ne pourrait probablement pas être réalisée de longtemps encore.

La guerre avait mis fin aux échanges internationaux. Que faisait-on en Allemagne ? On l'ignorait en Amérique. Que faisait-on en Amérique ? On l'ignorait en Allemagne et au Japon.

Cependant, la réaction en chaîne ne serait réalisée enfin, par Enrico Fermi, en Amérique, que le 2 décembre 1942. On tremble à la pensée que ce savant italien aurait pu travailler au compte du fascisme et du nazisme. En fait, ce fut Fermi qui attira l'attention des militaires américains sur le danger des inventions dans ce domaine, en Allemagne (dès mars 1939). Ce fut lui qui groupa tous les savants antifascistes, des exilés comme lui : Szilard, Weisskopf, Wigner, Teller, auxquels Niels Bohr se joignit en personne. Pendant ce temps, Einstein confère avec ce groupe, et, en juillet 1939, il saisit Roosevelt des espérances qui animent ces savants. Roosevelt constitue un *Comité Consultatif de l'uranium*, qui dépose, le 1er novembre 1939, un rapport à la suite duquel l'armée et la marine américaines prêtent leur concours financier. Le 28 avril 1940, le Comité prend connaissance de la fis-

sion de l'isotrope 235 de l'uranium par neutrons lents, étape essentielle des recherches, mais constate, en même temps, la création à Berlin d'une section spéciale du *Kaiser Wilhelm Institut* destiné à coordonner tous les travaux secrets allemands sur l'uranium.

On sait donc, de part et d'autre, que l'on est à la poursuite du redoutable secret. Qui arrivera le premier dans cette course terrifiante ? Un mois d'avance d'un côté sur l'adversaire, et la victoire change de camp !

Cependant, aux Etats-Unis, on s'est pris au jeu. Les savants se sont liés par des contrats limités à l'armée, à la marine. C'est par étapes successives qu'ils ont été pris dans l'engrenage. Ce sont eux qui, la plupart du temps, ont conseillé ou du moins accepté *le secret* sur leurs recherches. Ils sont entrés dans la fiction d'une censure scientifique nécessaire pour ne pas donner au nazisme des indications menaçant peut-être la liberté et l'existence de l'univers.

Au cours de l'été 1941, des rapports de provenance anglaise font connaître que les savants allemands avancent dans le chemin de la découverte et que la probabilité de la *réaction à la chaîne*, principe même de la bombe, apparaît de plus en plus grande Le physicien anglais Oliphant se rend aux Etats-Unis. Urey et Pegram peu après vont en Angleterre.

Un pas décisif vers la réalisation est fait lors de l'entrée en guerre de l'Amérique. Toute l'affaire devient une affaire d'Etat. Roosevelt et Wallace sont à la tête. Leurs conseillers techniques sont Vannevar Bush et Conant. Des moyens immenses d'action sont mis en œuvre, avec cet objectif précis : *la bombe atomique pour 1944*. Elle sera en retard d'un an sur l'horaire. Mais elle arrivera tout de même.

Dans l'intervalle, les savants ont cessé d'être seuls en possession du secret. Il faut transporter les résultats du laboratoire à l'usine Il faut faire appel à des ingénieurs. Les scientifiques sont éliminés de toute responsabilité d'organisation. Au mois de juillet 1943, c'est le général Groves qui a la haute main sur tout l'ensemble : hommes, crédits, matières premières, usines de fabrication. Pendant deux ans encore, les physiciens et les chimistes travaillent d'arrache-pied à une entreprise qu'ils ne dirigent plus. Les laboratoires où ils étudient sont d'une part à Chicago, sous la direction de A. H Compton, pour la production du *plutonium*, d'autre part à Los Alamos, au Nouveau-Mexique, pour l'étude de la réaction explosive, et de la bombe elle-même. Ce second laboratoire est dirigé par J. R. Oppenheimer, mais il reçoit les concours de Fermi, Bethe, Kistiakowsky, Chadwick et Niels Bohr.

Pendant ce temps, la société Dupont de Nemours est chargée de la réalisation en usine. Jusqu'au jour du succès, au matin du 16 juillet 1945, tout le monde est, en quelque sorte, agenouillé devant les savants. On obéit à leurs moindres indications, on les entoure d'un respect, d'une déférence, d'une admiration qui les flattent agréablement.

Une fois le succès obtenu, leur découverte leur échappe. Elle tombe dans le domaine pratique, dans la mécanique de la production usinée. Et quant à l'emploi du produit, on ne leur demande même pas leur avis D'où grosse déception. Le savant ne travaille que pour la gloire. Dès qu'un résultat est atteint, il est heureux de pouvoir modestement le claironner aux quatre points cardinaux. « Publier » une invention, avec tous les chiffres, les équations, les intégrales, les équilibres atomiques, c'est le triomphe véritable du savant. Le maintien du secret atomique frustre les chercheurs d'une auréole à laquelle ils tiennent plus qu'à leurs appointements eux-mêmes. C'est du reste ce qu'ils appellent la recherche « désintéressée », c'est-à-dire « la gloire plutôt que l'argent ».

C'est ce qui explique pourquoi les savants ont constitué une Fédération des *Atomic Scientists*. Cette Fédération a entrepris une campagne pour démontrer aux Américains les moins avertis le danger de la guerre atomique, la nécessité de contrôler la fabrication des bombes, l'urgence d'une organisation internationale contre le « péril atomique ». Voici comment Einstein expose ce péril :

> « Des balles de fusil tuent des hommes, mais les bombes atomiques tuent des villes. Un tank est une défense réelle contre une balle, mais il n'y a dans la science aucun recours contre l'arme qui peut détruire la civilisation. Notre défense ne réside ni dans les armements ni dans la science, ni dans la vie souterraine. Notre défense est dans la loi et dans l'ordre. »

Le même Einstein télégraphiait, le 23 mai 1946, aux principaux leaders de l'opinion américaine :

> « Notre monde traverse une crise jusqu'ici inaperçue de ceux qui possèdent le pouvoir de prendre des décisions concernant notre bien et notre mal. La puissance déchaînée de l'atome a changé toutes choses, excepté nos manières de penser et nous courons ainsi à une catastrophe sans précédent. Nous, hommes de science, qui avons dégagé cette puissance immense, détenons dans cette lutte mondiale pour la vie ou la mort, l'écrasante responsabilité de maîtriser l'atome au bénéfice du genre humain et non pour la destruction de l'humanité... Nous vous prions de soutenir nos efforts pour faire comprendre à l'Amérique que la destinée du genre humain se joue aujourd'hui, à ce moment même. »

Ce mouvement a remué l'opinion. Le Sénat américain a accueilli la demande des savants. Mais l'échec total de l'O. N. U., le refus des puissances d'accepter un monopole mondial de l'uranium, et l'inconnue redoutable que constitue la Russie soviétique, semblent avoir affolé l'opinion américaine. D'autre part, les savants ne peuvent rien sans crédits financiers. Or, c'est l'Armée, ce sont les grandes Sociétés : *General Electric* ou *Dupont de Nemours*, qui possèdent ce qui leur manque Ils ont donc encore beaucoup à faire pour gagner la cause de la paix !

V

Ils s'y emploient cependant et le plus notable d'entre eux, celui qu'on appelle couramment « le père de la bombe », J. Robert Oppenheimer, a pris la peine d'exposer ses idées dans le *Bulletin of atomist Scientists*, de juin 1946, où *Esprit* est allé puiser. Oppenheimer reconnaît l'urgence d'une organisation internationale contre la guerre. Nous disons bien *contre la guerre*, contre *toute espèce de guerre*. Et pourquoi ? Parce que, s'il y a une nouvelle guerre, il est inévitable 1° qu'elle soit *mondiale* ; 2° qu'elle soit *atomique*. Si l'on se bat, l'on se battra à coup d'atomes.

« Il est impossible de concevoir, dit positivement

Oppenheimer, que dans n'importe quel grand conflit à venir, où la vie de la nation serait mise en cause, on ne se servirait pas des armes atomiques. Elles sont bien trop efficaces pour cela. »

Il faut donc rendre impossible toute espèce de guerre. Voilà le problème. Notre savant n'essaie pas d'analyser à fond les causes possibles de la guerre. Il ne voit pas que ces causes se trouvent dans les cœurs. Les guerres proviennent toujours de l'ambition des peuples et de leurs dirigeants, ou de l'esprit de représailles et de revanche. L'ambition ou la haine, voilà ce qui jette les peuples les uns contre les autres. Il semble donc qu'il faudrait avant tout combattre la haine et l'ambition, développer la charité, la fraternité, l'entente mutuelle. Pour cela, il faut naturellement autre chose que des phrases. Et ici nous rejoignons Oppenheimer qui signale comme causes probables de guerre, les rivalités au sujet des matières premières, de la capacité industrielle, des centrales d'énergie, des secrets de fabrication, de l'expérimentation scientifique. Et il ajoute :

« Je pense que lorsque les gens parlent d'un désarmement universel et disent que si les armements étaient interdits à toutes les nations, cela réduirait les chances de guerre, ils sont dans le vrai. Et quand les gens disent que si nous avions un gouvernement mondial et si, dans les matières regardant la sécurité commune, la souveraineté nationale était limitée, je pense qu'ils ont raison. Et je pense aussi que lorsque les gens disent que si nous pouvions assurer à tous les hommes un standard de vie plus élevé et une meilleure éducation, plus de contacts avec leurs semblables, une meilleure compréhension mutuelle, et un accès équitable aux techniques et aux matières premières indispensables pour relever leur standard de vie, ils ont raison. Je n'ai pas l'intention de soutenir que tout cela ne se réalisera pas, ce serait très faux. Il faudra que tout cela se fasse. Mais je pense que nul ne peut considérer l'histoire du monde sans s'apercevoir que le progrès dans ces domaines est assez lent, probablement même très lent. »

Il pourrait se faire qu'au lieu d'un progrès dans le rapprochement des peuples, il se produise une régression. Beaucoup de personnes, et nous sommes du nombre, croient que c'est le cas actuellement.

Et alors ? En attendant que ce progrès vers la fraternité, qui ne pourra venir que par un renouveau du christianisme, reprenne sa marche en avant, que pouvons-nous faire ? Oppenheimer affirme « qu'on *peut* établir un système de contrôle », sur l'énergie atomique. Par quels moyens ?

En premier lieu, il est certain qu'une « mise hors la loi » de l'arme atomique est complètement inutile, parce qu'elle serait inefficace. Non moins insuffisante serait la méthode de réglementation et de représailles, au moyen d'un « corps de policiers d'élite, ayant pour rôle de faire des tournées d'inspection ». Car, dans le jeu traditionnel des voleurs et des gendarmes, Oppenheimer constate que les gendarmes sont toujours en retard d'une idée ou d'un moyen d'action efficace.

Finalement, le savant se rabat sur la « nécessité de développer une autorité atomique. » Il appelle cet organisme international A. D. A., ce qui veut dire : *Atomic Development Authority*. Cet organisme devra avoir une autorité très étendue et travailler seul, à l'exclusion de toute nation ou société particulière, au développement de l'énergie atomique. C'est l'A. D. A. qui serait chargé de l'*extraction de l'uranium et du thorium*, de l'installation des *centrales d'énergie atomique*, tout en laissant un secteur libre de recherches pour les laboratoires dans les nations privées.

Puis, Oppenheimer résume toute sa pensée dans cette double phrase :

« Il faut établir pour le développement de l'énergie atomique un organisme purement international, chargé de la double tâche de développer rapidement les usages bienfaisants de cette énergie et d'en prévenir les abus. Il faut contrôler, sous licence, les entreprises qui ne suscitent pas de rivalités nationales, ne fabriquent pas d'armes atomiques, mais sont en relations assez étroites avec le problème de l'énergie atomique, de manière à établir, par ce contrôle, des rapports actifs entre les experts nationaux et internationaux. »

On aurait ainsi la garantie qu'il n'existe, en quelque sorte, dans le commerce, c'est-à-dire en fabrication libre et non contrôlée, aucune bombe atomique, qu'aucune nation ne produit de matériaux susceptibles de division atomique ni ne s'équipe pour en fabriquer. Si ce plan était appliqué, une nation qui voudrait faire la guerre devrait d'abord ou s'équiper pour fabriquer des bombes atomiques ou s'emparer des usines internationales capables d'en faire. Dans les deux cas, cette nation violerait la loi internationale, révélerait ses intentions agressives et serait considérée comme l'ennemi commun de l'humanité, ce qui amènerait, selon M. Oppenheimer, des « représailles à titre préventif ».

Ce plan, assez conforme à celui que l'on trouve dans le *Memorandum du Comité des Savants atomistes de Grande-Bretagne*, qu'*Esprit* nous donne ensuite, semble se heurter, pour le moment, au refus de la Russie de laisser un contrôle quelconque s'exercer chez elle, et à la défiance des Etats-Unis, en présence de ce refus. Nous ne sommes donc pas plus avancés qu'avant. En attendant, les Etats-Unis gardent leur secret. Les autres nations les en blâment. La Russie fait des recherches fiévreuses et mystérieuses. La confiance n'existe nulle part. L'incertitude est générale. Nous descendons la pente, sans frein.

VI

Sous le titre « *Les parrains honteux* », la Revue *Esprit* rapporte ensuite les réactions de la conscience chrétienne en Amérique et dans le reste du monde.

Du côté catholique, peu de chose. La Revue *Commonwealth* à laquelle nous n'avons pu encore nous réabonner, aurait eu, le 31 août 1945, la réprobation suivante :

« L'utilisation de la bombe atomique a soulevé si peu de protestations aux Etats-Unis que nous nous demandons quel degré d'apathie caractérise les masses américaines. Nous n'avons guère trouvé qu'un article signé David Lawrence qui ressemble de près à une condamnation : Winston Churchill a déclaré que la bombe atomique avait sauvé un million de vies américaines, ce qui est de la pure exagération. Les forces de l'air étaient prêtes à détruire le Japon à tel point que les troupes auraient débarqué « les mains dans les poches ». Si la bombe atomique a, en fait, sauvé des vies humaines, elle pourra coûter la vie à un nombre bien supérieur à celles qui ont été épargnées. En effet, les nations ne trouveront peut-être pas son emploi si barbare, puisque les forces anglo-américaines l'ont déjà employée. »

Mais cet entrefilet date de 18 mois. Nous ne pouvons croire qu'il n'y ait pas eu autre chose dans l'intervalle.

Du côté protestant, il était naturel que la voix des pacifistes se fît entendre. Mais que représente ce groupe ? Numériquement, il n'est qu'une infime minorité. La condamnation de la bombe atomique, en tout cas, a été, de la part de ce groupe, radicale et explicite :

« Nous voudrions commencer par un acte de contrition. Comme chrétiens américains, nous regrettons profondément l'abus déjà fait de la bombe atomique. »

Ce que le document pacifiste incrimine, c'est le massacre sans distinction des non-combattants, c'est l'emploi d'une arme atroce, sans sommation ni avertissement préalable, c'est qu'au lieu d'une démonstration en territoire vide, ou sur des fortifications, on ait frappé en plein sur une ville très populeuse, c'est que, sans donner le temps au Japon de demander la paix, après la première bombe, on en ait jeté une seconde, c'est enfin que ces deux bombardements étaient parfaitement inutiles, car la position du Japon était déjà désespérée.

Conclusion :

« Etant la puissance qui, la première, a employé la bombe atomique, nous avons péché gravement contre les lois de Dieu et contre le peuple du Japon. »

Le document contient encore des observations fort justes, mais sa valeur est affaiblie par un mélange d'utopie et de sentimentalité, comme on en rencontre en toute littérature pacifiste. Il est excellent, il est évangélique d'aimer la paix, mais il faut bien défendre le droit contre la force. La guerre d'agression est le plus grand des crimes contre l'humanité. Mais la guerre défensive est une impérieuse nécessité.

Beaucoup plus nuancé est le rapport du *British Council of churches* (Concile britannique des Eglises). Ce rapport commence par rappeler la « guerre des nerfs » de 1935 à 1939. C'était une sorte de tension intolérable pour les nerfs des nations et des individus. Or, il n'y avait pas encore la bombe atomique. Actuellement, une tension du même genre serait quelque chose d'affolant. Il faut donc à tout prix établir un système de sécurité, si l'on veut que l'humanité respire.

« Ce serait être aveugle que d'ignorer la présence dans l'esprit de beaucoup de jeunes d'aujourd'hui d'un sentiment très proche, par certaines côtés, de ce désespoir : la conviction que toute action politique est vaine, car ils se sentent impuissants contre l'assaut de forces qu'ils sont incapables de contrôler. »

On a vu plus haut, qu'au jour de la première expérience de la bombe, au désert du Nouveau-Mexique, les savants, ayant libéré l'énergie atomique, se sentirent *libérés eux-mêmes*. Et nous avons exprimé notre stupéfaction d'un tel état d'esprit. Le rapport analyse fort bien le problème de la liberté de l'homme en face du pouvoir formidable qu'il vient de s'annexer. C'est la liberté de faire beaucoup de bien ou beaucoup de mal, de prolonger l'histoire humaine ou d'y mettre fin brusquement, d'aller dans le sens de la création divine ou dans le sens de Satan, père du mensonge, père du péché et père de la mort !

« Dans ces conditions, sa liberté (de l'homme) est donc quelque chose de plus décisif et de plus dangereux que nous ne pensions. En créant l'homme de peu inférieur aux anges, Dieu a apparemment fait peser sur lui un poids de responsabilité d'une valeur non seulement personnelle, mais cosmique. »

Em. Mounier, s'emparant de cette pensée, expose ainsi le perspectives qui s'ouvrent devant nous :

« Enfin, nous venons de passer le tournant décisif. La science et la technique mettaient de plus en plus, comme dit Valéry, le miracle dans le commerce [1]. Atteindre les étoiles les plus lointaines, créer et diriger la vie, vider les mers, raser les montagnes, capter l'énergie des nébuleuses, reculer la mort, il n'est aucune conquête dont nous saurions affirmer sans présomption qu'elle serait impossible à l'humanité, si elle dispose de quelques milliers d'années. Or, la science nous en laisse quelques milliards avant la congélation fatale de nos descendants. Mais voici qu'en cours de route, nouvelle surprise, un pouvoir unique nous est acquis, inverse de tous les autres, le pouvoir de faire sauter cette planète et l'humanité qu'elle porte et son pouvoir même de créer des pouvoirs. Instant solennel... Maintenant l'humanité comme telle va devoir choisir et il lui faudra, de toute évidence, un effort héroïque pour ne pas choisir la facilité, le suicide. On peut dire que sa maturité commence à cette heure. »

Mais revenons au rapport du *Concile britannique des Eglises*. On y souligne que ce n'est pas le créateur qui retirera à l'homme ses terribles et grandioses pouvoirs. C'est à l'humanité de prendre ses responsabilités :

« C'est pourquoi nous devons compter avec la possibilité de voir les hommes, dans leur folie ou leur perversité, détruire la civilisation ou même peut-être mettre un terme à l'existence du genre humain.

Mais ce que le document souligne avec raison, c'est qu'une telle éventualité ne saurait faire échec à la foi chrétienne. Nous ne sommes pas de ce monde. Même si la terre saute, il nous reste le ciel. Il fallait toujours mourir pour y aller. Mourir tous à la fois ne change qu'une modalité de cette loi rigoureuse.

« Notre vie, dit le rapport, n'est pas tout entière englobée dans les luttes de l'histoire, ni nos espoirs entièrement liés aux incertitudes de l'avenir temporel de ce monde, parce que nous sommes reliés, au plus profond de notre être, à ce qui est au-dessus et au-delà de l'histoire. »

Si la masse des chrétiens n'a pas encore bien compris cela, c'est à nous de le leur rappeler. Les protestants, paraît-il, en auraient besoin. Espérons qu'il n'en est pas de même de nos catholiques et qu'ils sont axés solidement vers le Christ qui nous attend au ciel. Mais nous pouvons souscrire à ce passage du document anglican :

« Nous aurons la sagesse et la liberté du stoïcien, son pessimisme et la joie de l'humanisme sans ses anxiétés et ses désillusions. Comme tout cela est loin de l'attitude actuelle des chrétiens, nous le savons bien. Ils ont trouvé le paradoxe trop énorme. »

Nous aurions préféré cependant que l'on nous parle des puissances de l'amour pour Dieu et pour son Christ, puissances devant lesquelles la mort, même à l'échelle planétaire, n'est qu'un épisode libérateur. Quand la Terre, de quelque façon que ce soit, demain ou dans quelques milliards d'an-

[1] Tout le monde comprend que le mot *miracle* n'est pas pris ici au sens théologique : *un fait réalisé en dehors des lois de la nature.*

nées, ne sera plus, nous, nous existerons toujours auprès de Dieu, et nous pourrions dire avec orgueil à des êtres qui seraient venus des astres lointains et nous demanderaient d'où nous venons :

> ... Je suis du pays de Jésus,
> Car le Verbe habita nos demeures mortelles.
>
> Oh ! les hommes, hélas ! ont bien mal profité
> D'un honneur si divin et si peu mérité.
> Il ne faisait pas bon de vivre sur la Terre.
>
> Réalisant pourtant ses merveilleux desseins,
> Même chez nous le Verbe a su faire des saints
> Et Jésus n'a pas craint de m'appeler *son frère !*

Le rapport du *Concile britannique* aborde avec prudence la question de l'emploi de la bombe atomique. Voici le passage le plus important à ce sujet :

« La décision de se servir de la bombe atomique a été primitivement une décision américaine, et nos collègues américains, dans le rapport souvent cité ici, condamnent l'action alliée sur Hiroshima et Nagasaki comme moralement indéfendable. Quelques-uns de nos membres auraient aimé que la Commission elle-même s'associât à la Commission américaine pour une condamnation absolue de cette action. Les autres pensèrent qu'ils n'étaient pas encore suffisamment en possession de tous les faits qui avaient dû être pesés par ceux entre les mains de qui reposait la décision, pour s'associer à un jugement aussi catégorique. »

Mais nous avons, au procès de Nuremberg, poursuit le rapport, fait état, parmi les charges contre les criminels de guerre, de « la destruction systématique de villes et des dévastations non justifiées par les nécessités militaires ». Or, ne devons-nous pas appliquer la même règle pour la destruction de Hiroshima et de Nagasaki ? Cette destruction peut-elle échapper au qualificatif de « systématique » ? N'a-t-elle pas entraîné, comme les bombardements reprochés aux Allemands, la mort par milliers de femmes, d'enfants, de vieillards non-combattants ?

Dire qu'on a sauvé des vies américaines est peut-être exact. Mai on pourrait justifier ainsi la guerre bactériologique ou la guerre par les gaz toxiques. Les Italiens en Abyssinie et les Allemands à Rotterdam ont employé le même argument. Il est sûr que c'est tout le système de la guerre moderne et pas seulement l'emploi de la bombe atomique qui est à réprouver. Quand les Américains répandaient un « tapis de bombes » sur Hambourg, ou même sur des villes françaises occupées par les Allemands, ils employaient des méthodes allemandes peut-être, mais nullement chrétiennes ou même humaines. Le rapport anglican les déplore nettement dans les termes suivants :

« Il faut déplorer l'insensibilité croissante du public aux massacres aveugles de non-combattants. Pendant la guerre la nation (britannique) s'est laissé aller à tolérer d'une part un usage « de terreur » des armes existantes tels que les avions de bombardement, et d'autre part, l'emploi d'armes nouvelles comme le phosphore ou les bombes atomiques qui impliquaient nécessairement (quoique à un degré différent) des destructions immenses, aveugles et terrifiantes... Dans le passé, les hommes ont été capables,... de maintenir à un certain degré le sens de la responsabilité morale dans la conduite de la guerre, et, par des actes de générosité envers les individus, dans le cours des hostilités, de conserver une certaine humanité. L'extermination de populations entières est simplement une destruction aveugle... Nous sommes nettement passés de la guerre comme on la comprenait et comme on la faisait autrefois à des procédés de destruction totale... La question doit être posée à nouveau de savoir si la destruction d'une population tout entière, y compris les vieillards et les enfants, n'est pas un acte si absolument mauvais en lui-même qu'aucun chrétien ne puisse l'approuver ni y prendre part. »

VII

En face de ces déclarations protestantes nettement réprobatrices, *Esprit* nous cite le sentiment d'un évêque catholique anglais, Mgr Ronald Knox, auteur d'un petit livre intitulé : *Dieu et l'atome* (*God and the atom*, Londres, Sheed and Ward).

Lui aussi, Mgr Knox déclare que « la première réaction qui suivit » l'emploi de la bombe atomique, « fut un sentiment de honte ». On se demanda s'il n'aurait pas fallu lancer une sommation au Japon, un avertissement, faire une démonstration préalable. Par contre-coup, on voulut savoir si les bombardements « sur de larges cibles en Allemagne » avaient été bien chrétiens. Mais cette catastrophe de Hiroshima, quelle horreur, quand on y songe : « soixante mille hommes anéantis sans une seconde pour murmurer une prière ! »

— « Quoi que nous fassions, cette guerre à grande échelle nous laisse un goût désagréable en bouche. Précisément, parce que nous ne pouvons nous repentir de l'avoir engagée [2], nous en sortons subtilement honteux... Il y a du sang sur nos mains et tous les parfums de l'Arabie ne pourront les nettoyer. »

Mgr Knox affirme qu'il eût été meilleur, plus élevé, d'un meilleur exemple pour les individus, après avoir découvert la bombe, de ne pas l'employer. Mais puisqu'on l'a employée, cela doit nous forcer à nous occuper d'elle, à quitter momentanément, dit spirituellement l'auteur, l'étude du *thomisme* pour celle de *l'atomisme*.

« D'où vient le soupçon gênant que nos esprits sont conditionnés de deux manières à la fois ; l'une quand nous allons à l'Eglise, l'autre quand nous saisissons le journal du matin ? »

Nous ne serions cependant pas tout à fait de l'avis de Mgr Knox quand il écrit : « Notre malheur, c'est que les hommes de l'Ecole ont couché les vérités éternelles dans un langage qui était alors le jargon du laboratoire et qui n'est plus le jargon du laboratoire. »

Même si nous devions — ce qui n'est pas sûr — réviser la théorie thomiste de la matière et de la forme, cela ne changerait rien aux « vérités éternelles », que sont pour nous les dogmes de la Trinité, de l'Incarnation et de la Rédemption ! Si Mgr Knox pense que la bombe atomique pose devant nous, avec un éclat de tonnerre, cette question : « *Qu'est-ce donc réellement que la réalité réelle ? — What is real reality really like ?* » nous estimons qu'il ne veut parler que de la matière, car le *Réel absolu*, le *Réel réellement réel* n'a pas du tout changé depuis Hiroshima (il le sait mieux que nous) attendu qu'il se nomme *Dieu*, et quand il dit : « que l'on nous donne une édition « Dernière heure » du P. Garrigou-Lagrange : *Dieu*,

[2] Mais n'y avait-il pas moyen de la prévenir ? Hitler ne nous avait-il pas crié assez fort ses intentions ? N'y a-t-il que lui de responsable ?

son existence et sa nature », il n'ignore pas que la découverte des énergies prodigieuses enfermées par Dieu au sein de l'atome est une nouvelle preuve de l'existence, de la puissance et de la sagesse de Dieu.

Mais les problèmes moraux ici sont infiniment plus graves que les problème théoriques.

« En 1918, nous parlions d'un monde sauvé pour la démocratie ; le monde de 1945 semble un monde qui n'a été sauvé pour personne, si ce n'est un léger avantage en faveur du gangster. ...Au lieu de concentrer son attention, comme le XIX^e^ siècle, sur l'idée de progrès lent et automatique, il sera inspiré par la notion de forces incalculables soudainement libérées. Son emblème sera, non pas le bourgeon qui s'épanouit en fleur, mais l'étincelle qui jaillit en flamme. »

La science, en qui nous avions mis tant de confiance, nous a joués. La Nature, nous l'avons parfois déifiée, maintenant nous serrons de près son secret, nous sommes prêts à violer ses derniers mystères. Que sortira-t-il de là ? Un *millenium* de bonheur, comme on nous le promet parfois imprudemment, ou bien un âge catastrophique, où l'humanité ira de désastre en désastre vers l'abîme final ?

Ayons confiance pourtant. Dieu est toujours là :

« Hier et avant-hier, il nous éprouvait pour savoir si nous supporterions la prospérité sans nous donner à la présomption ; maintenant, il nous éprouve pour voir si nous supporterons l'adversité, sans nous donner au désespoir... Il est possible que le crescendo de désenchantement qui a marqué ces dernières années ne soit, après tout, qu'une purification. Il vise à faire jaillir en nous la vertu d'espérance, en donnant à toute chose l'apparence du désespoir. Si décourageants que nous trouvions les présages de notre temps, nous ne sommes donc pas nécessairement fondés à abandonner notre vieux sentiment instinctif qu'une Providence dirige les affaires humaines... Et s'il en est ainsi, le peuple chrétien doit réfléchir deux fois avant de s'abandonner au luxe du désespoir cosmique ; avant de se laver les mains pour la culpabilité commune, et de se mettre à chanter vers le ciel : « O Paradis ! O Paradis ! » nous ferons mieux, à mon avis, d'aider à manipuler les pompes du bateau en détresse et de faire voir au monde que l'espérance est une de nos spécialités. »

Excellente conclusion, que nous résumerons par le mot bien connu : « *Invoque saint Nicolas, mais rame toujours !* » Pensons beaucoup au Paradis, mais gardons les deux pieds au sol.

VIII

Et maintenant que dit-on de tout cela en Russie ? Je pensais que la Revue *Esprit* si copieusement informée de ce qui se dit et s'imprime en Amérique et en Angleterre, allait nous dire : « Rideau de fer ? Il n'y a pas de rideau de fer ! La preuve, c'est que je vais vous dire tout ce qui se chuchotte là-bas ». Hélas ! il n'en est rien. Elle imprime au contraire :

« En face de l'inépuisable littérature atomique américaine, les commentaires soviétiques apparaissent d'une extrême rareté. Avec l'aide des services soviétiques d'information, — il y a bien *information* dans le texte, — nous pensons avoir touché aux principales réactions soviétiques suscitées par la Bombe. »

Ces réactions se ramènent à quatre chefs : 1° *Pas si dangereuse que çà !* — De fait, en 1945, dans les journaux rouges, beaucoup de colonnes sur la campagne de l'Armée rouge en Mandchourie, mais Hiroshima et Nagasaki furent à peine signalés. A la rigueur, cela pouvait s'expliquer alors par le temps de guerre. Mais dans le discours de M. Molotov, à l'O. N. U., le 25 octobre 1946, la volonté de minimiser l'importance de la bombe atomique est très visible. Que l'on en juge par les lignes que voici :

« C'est encore une illusion que de compter sur l'effet décisif de la bombe atomique pendant la guerre. Tout le monde sait que la bombe atomique a été utilisée contre des villes telles que Nagasaki et Hiroshima. La population de ces villes japonaises a éprouvé l'horreur de la bombe atomique. Mais jamais encore la bombe atomique n'a servi contre des troupes. Et ce n'est pas l'effet du hasard. S'il existe toutefois des plans en vue d'utiliser les bombes atomiques contre la population paisible des villes, et de les utiliser sur une grande échelle, ainsi que certains journaux ne se gênent pas pour le dire, il convient alors de ne pas se faire d'illusions sur l'effet international qu'aurait la réalisation de plans aussi monstrueux. Les hommes honnêtes de tous les pays peuvent être saisis d'une indignation légitime, et l'effervescence au sujet de la bombe atomique dans la future guerre peut mener à des conséquences politiques, qui comporteraient la plus grande désillusion, mais avant tout pour les auteurs de ces plans. »

Puis joignant la menace à la réprobation, le ministre soviétique ajoutait :

« On ne peut oublier enfin que, contre les bombes atomiques, utilisées d'un côté, pourraient se trouver des bombes atomiques et autre chose encore, de l'autre côté ; alors la faillite définitive des calculs actuels de certaines gens, très contents d'eux-mêmes et pourtant assez bornés, serait plus qu'évidente. Dans des affaires graves, les illusions sont toujours dangereuses et M. Baruch lui-même (l'auteur du plan américain sur le contrôle de l'énergie atomique) comme ses partenaires devront bien le reconnaître. »

2° Un peu plus loin, M. Molotov dénonçait *l'égoïsme américain :*

« Le plan américain, — communément appelé le plan Baruch — est malheureusement entaché d'un certain égoïsme. Son point de départ est constitué par le désir d'assurer aux Etats-Unis le monopole de la bombe atomique. Il exige en même temps l'instauration aussi rapide que possible du contrôle sur la production de l'énergie atomique dans tous les pays, accordant en apparence à ce contrôle un caractère international, mais cherchant, en fait, à assurer, sous une forme voilée, la situation de monopole des Etats-Unis dans cette affaire. Le caractère inacceptable des projets de cette sorte est évident, car leur point de départ réside uniquement dans les intérêts étroitement conçus d'un seul pays, et la négation inadmissible de l'égalité en droits des Etats et de leurs intérêts légitimes. »

De toutes façon, donc, la bombe atomique apparaissait, si l'on peut dire, comme une pomme de discorde entre l'Amérique et les Soviets.

3° En troisième lieu, on raille en Russie la *vague de terreur et d'inquiétude* que suscite en pays capitaliste l'existence même de la bombe, à quoi l'on oppose la *tranquillité de conscience* en pays soviétique, signe d'une confiance imperturbable dans l'avenir.

Parlant de trois livres parus sur la bombe en Angleterre, l'un du général Tewker, l'autre de Philippe Wyllie, intitulé *Une erreur* et supposant que deux savants, par erreur, font sauter la planète, le troisième de Herbert Wells, *A fin de*

course, dénonçant l'incertitude de l'avenir, un journaliste russe écrit dans la *Vie soviétique* du 29 juin 1946 :

« Le livre de Sir Francis Tewker, le roman de Philippe Wyllie, le traité philosophique de Wells, procédent d'un même ordre d'idées : le premier veut faire peur, les autres cèdent à la peur.

Herbert Wells a raison sur un point : ces dernières dizaines d'années aboutissent à la transformation de toute la vie et des vieilles conceptions. Effectivement la vie ne sera plus jamais ce qu'elle fut... Mais ce qui finit, en réalité, ce n'est pas l'humanité, c'est le vieux système périmé. Ces trois livres sont le signe des temps. Ils expliquent l'inquiétude qui s'est emparée d'éléments assez nombreux dans le monde d'après-guerre. Les événements de la guerre ont fait perdre l'équilibre habituel à ces gens qui n'ont pas encore su trouver la véritable tranquillité. C'est là une des conséquences directes de la « politique atomique ».

En regard de ce déséquilibre du monde « bourgeois », voici le tableau de l'activité ordonnée en pays soviétique, dans le discours précité de M. Molotov :

« L'Union Soviétique est sortie de la dernière guerre comme un pays ayant connu l'odieuse occupation étrangère sur une partie notable de son territoire. Notre peuple ne pourra pas, durant de longues années, oublier ses grands sacrifices et ses villes et villages détruits, qu'il reconstruit actuellement en tendant toutes ses forces. Ces tâches grandioses, ainsi que d'autres, sont entrées dans notre nouveau plan quinquennal, dont nous avons entrepris cette année la réalisation. Et nous sommes pleinement assurés que le temps n'est pas éloigné où notre industrie et notre agriculture, nos transports et nos institutions culturelles, nos villes et nos villages seront complètement remis des suites de la guerre et refleuriront de nouveau, montrant également aux autres peuples la puissance et les grandes possibilités d'un peuple libéré et de l'Etat des travailleurs qu'il a créé.

Il n'y a pas, dans notre peuple, de manque de foi à l'égard des voies pacifiques du progrès et il n'y existe pas l'incertitude qui naît dans les pays à conjoncture politique et économique instable, car nous nous dressons fermement sur les positions conquises par l'Union soviétique et nous croyons profondément aux forces croissantes du peuple soviétique. »

4° Enfin, l'accusation la plus directe contre la bombe est en ceci : *elle appartient aux trusts.* A vrai dire, on ne voit pas bien ce que cela changerait, si elle appartenait à un système comme la dictature du prolétariat. Dans une telle dictature, le prolérariat n'a qu'une mission, celle de déléguer tous ses pouvoirs à ses dirigeants et après cela d'obéir en silence. Mais que la bombe appartienne *aux trusts*, cela fait bien dans la propagande. Les *trusts* apparaissent comme on ne sait quelles puissances maléfiques. Nous n'avons pas à les défendre, certes. Aucun d'eux ne nous intéresse et la façon dont on nous décrit, dans *Esprit*, l'organisation d'une usine à bombes atomiques, celle de Hauford, donne l'impression d'un camp de concentration, à cela près toutefois 1° qu'on y est bien payé ; 2° qu'on en sort quand on veut, ce qui n'est pas rien.

Mais pour apprécier sainement l'espèce d'horreur que l'on affecte, en Russie, contre les trusts, il faudrait pouvoir comparer, trait pour trait, une usine comme celle de Hauford, et une usine soviétique prise parmi les plus parfaites. Où la dignité humaine, la liberté humaine, le travail humain sont-ils l'objet du meilleur traitement ? Voilà ce que l'on aimerait savoir. En fait, nous n'avons pas entendu dire que les trusts chargés de l'usinage de la bombe (*Dupont de Nemours*, puis *General Electric*) en aient la libre disposition. Dénoncer les *trusts monopolistes* est donc illusoire, si l'on ne dénonce pas toute espèce de *monopole national* en cette matière. Quant au *monopole international* proposé, on l'a vu plus haut, par J. R. Oppenheimer, les publicistes russes, tels que M. Rubinstein, le repoussent dans les termes suivants :

« Bientôt, l'A. D. A. devrait posséder le droit exclusif d'acquisition, de fabrication et d'exploitation de tout l'outillage pour la production de l'uranium 235, du plutonium et autres matériaux semblables ; le droit exclusif de délivrer des patentes, et conformément au point 4 du plan Baruch « d'effectuer des recherches dans le domaine des explosifs atomiques ». Espérer prévenir par ces propositions l'emploi de l'énergie atomique pour des buts de guerre, c'est faire appel à Béelzébuth pour expulser le Diable. »

En résumé, il n'y a accord sur aucun point entre la Russie soviétique et les autres Puissances, en ce qui concerne la bombe atomique et son emploi. C'est ce qui ne saurait manquer d'ajouter aux incertitudes de l'heure présente. Le dilemme reste posé devant les peuples : *ou s'unir ou périr.* Tel est le drame dans toute sa grandeur.

IX

Il y aurait encore beaucoup à prendre, dans le reste du numéro d'*Esprit*, mais il est un point sur lequel nous voudrions nous expliquer, une fois encore et cette fois pour toutes. Nous ne parvenons pas à comprendre l'esprit de la Revue *Esprit*. Elle se dit chrétienne. Elle contient des pages à résonances nettement chrétiennes. Et elle prend à partie régulièrement quiconque, à son gré, fait de l'*anticommunisme*. Parler du maréchal Tito comme d'un persécuteur, c'est de l'anticommunisme. Toute littérature pour « bien-pensants » est anticommuniste. Du reste, dans *Esprit*, l'expression « les bien-pensants » est une sorte d'injure, doublée de mépris. Rien de plus grave, pour *Esprit*, que d'appartenir à ceux qui ont « bonne conscience ». Il semble que pour certains rédacteurs de cette Revue, la foi soit une chose et la politique une autre. Je lis par exemple cette apostrophe à Mauriac :

« Quand donc Mauriac s'essayera-t-il enfin à porter un jugement politique sur les choses politiques, ou tout au moins à nous donner ses réflexions pour ce qu'elles sont : mystiques, littéraires, sentimentales, morales, humorales, — souvent frémissantes et pénétrantes, plusieurs fois courageuses, mais politiques, jamais. Je ne conteste pas que le moraliste doive s'occuper des choses de la place publique. Mais rarement et fortement. »

Profitons donc de la permission accordée à Mauriac. « Rarement », nous dit-on. D'accord. « Fortement », c'est une autre affaire et chacun fait ce qu'il peut.

Pour nous, un chrétien est celui qui cherche à aimer Dieu et son Christ de toutes ses forces, de tout son esprit, de toute son âme, et à aimer son prochain comme soi-même. Aimer son prochain comme soi-même, c'est vouloir pour lui la lumière de la foi, le chemin du salut, l'espérance de l'éternelle béatitude. Tout cela se concrétise en deux prières. Dans l'une, on dit à Dieu de tout son cœur : « Que votre nom soit sanctifié, que votre règne

arrive, que votre volonté soit faite sur la terre comme au ciel ».

Dans l'autre, on songe à ceux qui sont loin du Soleil des âmes, à ceux qui oublient, renient ou ignorent Dieu et on lui demande grâce pour eux : « Mon Dieu, je crois, j'adore, j'espère et je vous aime et je vous demande pardon pour ceux qui ne croient pas, n'adorent pas, n'espèrent pas, n'aiment pas ! »

Dans les deux prières, il est évident que je songe surtout aux infortunés communistes qui sont si loin de Dieu et qui tournent si tristement le dos à la béatitude céleste, qui est la fin suprême de toute créature douée de raison et d'amour.

Et quand je descends de ces hauteurs, pour entrer dans le domaine de la pratique quotidienne, quand j'ai à émettre un jugement sur les doctrines politiques, sur les faits du jour, à plus forte raison sur un vote à faire, un suffrage à exprimer, dont, pour une petite part, peut dépendre l'avènement du règne de Dieu et la victoire de l'Evangile sur la dure doctrine marxiste, il est clair que je n'oublie rien de ma foi, de mon amour, de ma prière. Sans haine, sans outrage, mais fermement et résolument, je vote *anticommuniste*. Si c'est là faire de l'anticommunisme condamné par *Esprit*, j'avoue que j'en fais comme je respire, que tout mon être est un théorème anticommuniste, et que je n'ai aucun désir de faire ni d'être autrement jusqu'à ma mort inclusivement.

Qu'il y ait des imperfections, des misères, des illogismes, des incompréhensions chez ces pelés, ces galeux de « bien-pensants », nous l'accordons sans peine, puisque nous en sommes (nous l'espérons du moins). Mais nous réclamons pour tout cela l'indulgence des rédacteurs d'*Esprit*, à moins qu'ils ne la réservent toute pour le camp opposé. Ils disent sans doute : « Gardons-nous de créer deux blocs ! » — Quoi que nous fassions, les deux blocs existent et ils ne sont pas d'hier. Saint Augustin les connaissait déjà de son temps. « Deux amours ont fait deux cités », disait-il. Et saint Césaire lui faisait écho un siècle plus tard.

Déjà, à ce moment-là, le monde allait si mal que saint Eucher voyait des cheveux blancs sur son crâne et annonçait la fin du monde avant l'an 500. Saint Grégoire la voyait arriver avant l'an 600. Emmanuel Mounier pourra ajouter ces deux noms à ceux qu'il cite comme ayant eu le pressentiment de la fin, comme quelques-uns l'ont aujourd'hui. Et Luther n'en était pas moins assuré, en son siècle. Quant aux *deux blocs*, nous ne sommes pas assez millénaristes pour croire qu'ils vont disparaître. Et ce ne serait pas l'habile politique d'*Esprit* qui obtiendrait ce résultat, à moins que le triomphe total du marxisme n'amène la destruction du christianisme et la victoire de Satan sur Dieu. Pour nous, la parole du Christ est toujours vivante : « *Ayez confiance, j'ai vaincu le monde !* » Mais il peut y avoir des heures de ténèbres et nous sommes, semble-t-il, à l'une de ces heures-là.

X

On nous dira peut-être : « En tout ce que vous dites, il y a un préjugé, à savoir que le communisme en veut à votre foi. »

J'ouvre le numéro de janvier 1947 de la *Vie intellectuelle* et j'y lis un éditorial signé, comme de coutume, *Christianus*, et intitulé : *Sainte Antigone*. On y souligne d'une part la rencontre du christianisme et de l'humanisme, dans cette conviction « que tout homme possède une valeur infinie, indépendante de sa situation historique ». Cela signifie un rapprochement entre « la morale du Sermon sur la Montagne et la mystique des Droits de l'Homme ».

Et les deux s'opposent aux totalitarismes politiques. Car le communisme a une conception toute différente.

« Les thèses fortes et frustes (surtout frustes, dirions-nous entre parenthèses) du marxisme contemporain prétendent porter tout l'avenir du monde : car le propos du communisme n'est pas de libérer cette abstraction, l'homme universel, ou de sauver dans l'homme cette fiction, une âme secrète et délicate, mais de changer rudement la condition concrète des travailleurs, en arrachant à la classe bourgeoise la direction de l'économie, soit par la patience des lentes pesées, soit par l'explosion de la brusque violence. »

Sur quoi, nous greffons cette simple réflexion : la condition concrète des travailleurs est-elle meilleure dans les pays où le communisme tient les commandes ?

Et puis encore ce mot de l'Evangile : « *Que sert à l'homme de gagner l'univers, s'il vient à perdre son âme ?* »

Venons-en donc au problème de l'âme au sein du communisme. *Christianus* nous parle d'un rédacteur de *Temps modernes*, M. Merleau-Ponty, qui propose à la bienveillance des communistes dans les premières pages de sa Revue, une réfutation zélée du livre de Kœstler, *Le Zéro et l'Infini*. M. Merleau-Ponty est un existentialiste athée. Son raisonnement, si l'on peut l'appeler ainsi, est le suivant : L'homme se définit non par le dedans mais par le dehors, non parce qu'il pense ou veut, mais par ce qu'il fait, non par ses intentions mais par ses actes. L'homme n'est pas un *sujet* en soi, avant d'entrer dans l'objet, qui se nomme l'*Histoire*, — c'est-à-dire la marche à travers le temps du matérialisme dialectique, — il n'est qu'un « je » ou un « moi » insignifiant, une « fiction grammaticale ». Dès lors, l'homme individuel n'est plus le juge compétent de sa conduite, celle-ci ne rencontre sa vérité que dans la lumière de l'Histoire. Il n'y a donc pas de scrupule à avoir pour le supprimer, s'il va contre le sens de l'Histoire. C'est son rôle à lui d'être écrasé. De quoi se plaindrait-il ? Solliciter l'indulgence en excipant de sa bonne foi, de ses excellentes intentions, à plus forte raison en faisant appel à la liberté de penser, à la liberté de conscience, ou autre fadaise humaniste de ce genre, c'est, pour M. Merleau-Ponty, une « pensée creuse, vide, toute subjective », « une survivance sans consistance des morales kantienne et chrétienne de l'intention ». En réalité, quiconque s'oppose à la marche de l'Histoire doit succomber et disparaître. C'est la règle du jeu.

Mais qui donc détient le secret du « sens de l'Histoire » ? Etrange question ! Mais c'est le *N° 1*, tout simplement [3]. Parce que le peuple l'a placé là, parce qu'il détient le pouvoir du peuple.

[3] Dans le roman de Kœstler, « le N° 1 » désigne le chef suprême qui détient le pouvoir en Russie soviétique.

et parce que l'Histoire se confond avec la volonté du peuple.

« Au pays de la révolution en marche, aucun citoyen en liberté n'est un traître, car il a quelque chance de supprimer le N° 1 et de prendre sa place à la direction de l'Histoire ; mais tout citoyen arrêté est du même coup un traître, puisque tout prisonnier est voué à l'inefficacité historique. De la même manière, c'est la victoire des alliés qui a fait le crime des collaborateurs, du temps de l'occupation, quelles qu'aient pu être la pureté ou l'impureté de leurs intentions. »

Vous avez cru servir la France en suivant le maréchal Pétain. Mais l'histoire passait par de Gaulle et Thorez. Donc, le maréchal était un traître et vous aussi. Votre patriotisme ne vous fournit aucune excuse. C'est du reste l'antique morale des Gaulois : « *Vae victis !* » C'est le succès qui consacre, c'est la force qui canonise. Il n'y a pas d'Histoire en soi, mais des hommes qui font l'Histoire et qui, en la faisant, créent le bien et le mal, le juste et l'injuste.

« Les hommes communistes sont ceux qui probablement feront l'avenir, parce qu'ils le veulent de la volonté la plus audacieuse et la plus clairvoyante ; il est alors vraisemblable que leurs adversaires auront de moins en moins de chances dans la lutte pour l'existence historique. Ils seront chaque jour plus coupables. La volonté de puissance du parti communiste est donc la seule mesure du droit. »

Voilà ce que M. Merleau-Ponty propose aux communistes de croire et de proclamer, pour aller jusqu'au bout de leur athéisme. Voilà ce que sans doute ils croient déjà, alors même que la prudence de la tactique leur interdit de le crier sur les toits. En tout cas, c'est bien la logique de leur matérialisme et de leur adoration de l'Histoire, à l'exclusion de Dieu.

« Les thèses de M. Merleau-Ponty, remarque *Christianus*, sont un événement d'importance. S'il osait ne pas parler diplomatiquement des choses philosophiques, il écrirait que le marxisme vulgaire des communistes est encore un théisme honteux, que seul l'existentialisme est un athéisme total, et que pour un athée véritable, il n'y a d'autre mal et d'autre malheur que l'impuissance. »

Voilà bien en effet où va le communisme poussé à ses dernières conséquences. Qu'on nous dise maintenant qu'il ne menace en rien notre foi de chrétiens et d'hommes libres !

XI

Pour terminer cette Causerie déjà longue, je voudrais signaler, toujours d'après la *Vie intellectuelle* de janvier 1947, le résultat des *Fouilles récentes de Saint-Pierre de Rome*, selon Jeanne Villette.

C'est le hasard une fois de plus qui a conduit ici à de belles découvertes archéologiques. Il s'agissait d'agrandir les *Grottes vaticanes*, qui sont la crypte de Saint-Pierre. La mise en place du sarcophage de Pie XI fut l'occasion. On voulait abaisser le sol, en le creusant, de 0 m. 80. Mais à peine avait-on déblayé 0 m. 20 qu'apparut le pavement de la basilique Constantinienne du IV[e] siècle. Sous ce pavement, on trouva un grand nombre de sépultures chrétiennes ; enfin, en creusant plus bas encore on mit à jour une nécropole romaine, ainsi que les fondements de la basilique de Constantin.

L'intérêt des découvertes était si considérable que les fouilles furent poursuivies avec méthode et intensité. Dans un discours radiodiffusé, la veille de l'Ascension, 13 mai 1942, le pape pouvait annoncer que l'on avait dégagé « l'antique Confession semi-circulaire qui remonte peut-être au temps de saint Grégoire-le-Grand (590-604), et sur les murs de laquelle, depuis le début du moyen âge, d'innombrables pèlerins laissèrent gravé en souvenir le signe de la sainte Croix. » On trouva plus de 1500 pièces de monnaie de toute espèce, prouvant que les pèlerins venaient de tout pays, mais surtout de France.

« Dans la partie centrale où s'élèvent, l'un au-dessus de l'autre trois autels d'époque diverse, fut retrouvé un monument de forme simple auquel cependant, *longtemps avant Constantin*, la dévotion des fidèles avait donné le caractère d'un lieu de culte vénérable, ce dont témoignent les *graffiti* qui couvrent une paroi du monument. »

On se souvient de l'émotion qui s'empara alors de la chrétienté. On crut généralement que le monument signalé par le pape n'était autre que le tombeau de saint Pierre. Aucun fait nouveau n'est venu appuyer cette hypothèse. Le Saint-Siège se réserve de publier lui-même l'ensemble des conclusions que permettra de tirer le déchiffrement des *graffiti* par une équipe de spécialistes.

Mais en dehors de la tombe du chef des Apôtres, on a pu étudier un grand nombre de tombes chrétiennes, dont la présence en ce lieu confirme ce que l'on savait de l'empressement des fidèles à se faire inhumer dans le voisinage de tombeaux illustres. Et ce ne sont pas seulement des privilégiés de la fortune, mais des fidèles de toute condition que l'on a recontrés là, mélangés à des personnes de très haute noblesse comme cette *Cœcilia Furia*, de rang sénatorial, qui mourut le 1[er] janvier 414.

Plusieurs de ces sarcophages sont sculptés richement. Sur l'un d'eux on trouve le seul exemple connu jusqu'ici de la scène biblique : *Joseph vendu par ses frères*, figure du Christ livré par les siens. Sur une autre partie du même sarcophage, la scène souvent reproduite de l'*Adoration des Mages*.

La nécropole romaine, enfouie plus profondément, contient surtout des tombes païennes, notamment le mausolée des Valerii et de leurs affranchis — *et suis Libertis Libertabusque* — avec une belle inscription en lettres capitales bien gravées. Mais il y a aussi des tombes chrétiennes que l'on distingue par la présence d'un des mots suivants : *depositio, deposita, dormit in pace.* « Ils nous révèlent que des chrétiens reposent là, auprès de tombes païennes, et sont une preuve de l'extraordinaire enchevêtrement religieux de la Rome impériale ».

Sûrement chrétienne aussi était cette Emilia Gorgonia dont le mari rappelle, par une inscription touchante « l'indicible beauté et la chasteté », ainsi que l'amour qui l'unissait à elle : « *conjugi dulcissimæ* », dit le texte encadré de deux colombes tenant un rameau d'olivier.

Ces fouilles ont permis de vérifier les hypothèses des archéologues sur les substructions de la basilique constantinienne. On croyait que les murs reposaient sur les murs même du cirque de Néron. Il n'en est rien. Partout les fondations de la basilique de Constantin sont établies sur le sol nu et non sur des murs préexistants. Sans doute, le cir-

que de Néron était bien à proximité. L'inscription du mausolée de C. Popilius Héracla, portant « *in Vaticano ad circum* » le prouve indiscutablement. Mais jusqu'ici on n'a pu en trouver aucune trace. « Si ses gradins étaient construits en bois ou simplement aménagés dans le flanc de la colline, comme cela se faisait parfois, le sol n'en aura rien gardé. »

Il ne nous reste plus qu'à attendre le résultat des études concernant la Confession de saint Pierre. Elles sont poussées avec une minutie scientifique qui inspire toute confiance.

L. Cristiani.

QUESTIONS
de science ecclésiastique
CONSULTATIONS DIVERSES

Q. — *L'Ami* pourrait-il me dire si le « *travaillisme* » *anglais* est condamnable du point de vue catholique, par l'un ou l'autre de ses aspects ?

Se sépare-t-il radicalement du « marxisme » dans ses théories sur le matérialisme, la lutte des classes, la famille, etc... ?

R. — La question posée par notre correspondant a été plusieurs fois âprement débattue, même en Angleterre. Qui s'en étonnera ? Si chaque peuple a son tempérament, son caractère, son génie, partout la tentation est forte, au moins pour *certains* catholiques au milieu des disputes du siècle, d'ériger en dogmes les opinions qui ont leurs préférences, de s'engager à fond pour assurer le triomphe de « leur » vérité. Et ce n'est pas toujours, quoi qu'ils en pensent, l'amour de « la » vérité qui les pousse, ni le zèle pour la gloire de Dieu.

* *

Chez nous, en France, la question du *travaillisme* a été agitée avec une vivacité particulière en février-mars 1925, lors de la discussion du budget portant suppression des crédits pour l'ambassade auprès du St-Siège. Les événements sont encore présents à toutes les mémoires. M. Léon Blum, voulant expliquer pourquoi le parti socialiste avait voté pour la suppression, assura que ce n'était point par hostilité pour la religion. « Il n'y a, disait-il, aucune antinomie entre la conviction socialiste et le sentiment religieux ». Et il en donnait comme preuve que, « dans les pays scandinaves, en Angleterre, nombreux sont, sinon les catholiques, du moins les chrétiens qui figurent dans nos organisations socialistes ». Le fait était exact, même pour les catholiques, au moins en Angleterre. Mais la vraie question était de savoir si le socialisme anglais, le « travaillisme » ou « Labour party » professait sur la religion les mêmes sentiments que le socialisme français, que la S.F.I.O. ! En même temps qu'elle rendait compte des débats, la *Documentation catholique* (9-16 mai 1925, col. 1240 et sq.) publia sur le travaillisme une large note documentaire aussi sérieuse que modeste qui sera notre principale source d'information, la situation ne s'étant pas depuis sensiblement modifiée.

L'auteur situe d'abord les catholiques sur l'échiquier politique anglais.

« Sauf les représentants de quelques familles aristocratiques, la plupart des catholiques anglais ont peu de sympathie pour le parti conservateur, représentant naturel de l'Eglise anglicane, de l'hostilité contre Rome et des anciennes persécutions anticatholiques. Les voix des catholiques anglais, clergé et fidèles, se portent plus volontiers vers les libéraux et les travaillistes. Parmi les membres de la Chambre des Communes, on compte du reste des catholiques dans tous les partis ».

Un journaliste hollandais ayant, en juillet 1924, demandé au cardinal Bourne s'il existait en Angleterre, un parti catholique, l'archevêque de Westminster répondit :

« Non ; par suite de conditions spéciales, très différentes de celles des autres pays, les catholiques anglais ont le droit d'appartenir au parti qu'ils préfèrent. Nous avons d'excellents catholiques parmi les conservateurs, les libéraux et le *Labour Party ;* mais quand se présente au parlement une question qui intéresse l'Eglise catholique, tous les membres catholiques unissent leurs forces ». Le journaliste ayant fait la remarque que, parmi les membres du *Labour Party*, il y a des socialistes, le cardinal reprit en souriant : « Je vous assure d'une façon certaine que notre *Labour Party* n'a rien dans son programme qui menace la religion. Bien entendu, il y a parmi ses membres des extrémistes, mais, comme parti, il n'a rien de commun avec les socialistes du continent... M. Mac Donald n'est ni matérialiste, ni marxiste ; on peut en dire autant des principaux *Labourmen* ». Le cardinal ajouta que, sans s'en rendre compte, le parti se rapproche par certains côtés de la doctrine sociale catholique ». (Traduction des *Nouvelles religieuses*, 1-11-24).

En octobre de la même année, le même cardinal parlant en chaire, à la veille d'élections à la Chambre de Communes, s'exprimait ainsi :

« Les catholiques ont la liberté de choisir entre une si grande variété de points de vue politiques qu'on peut les trouver dispersés dans tous les partis politiques. Aucun parti — du moins parmi ceux qui existent à l'heure présente en Grande-Bretagne — ne donne pleine satisfaction au catholicisme ; aussi les catholiques ont-ils le droit de différer d'avis quand ils comparent les mérites des divers programmes, et donnent leur adhésion à un parti plutôt qu'à un autre, parce qu'ils attendent de lui plus de prospérité pour l'Eglise catholique et pour le pays. Toutefois, cette liberté de choix, malgré son ampleur, a une limite : dans certaines occasions, les électeurs catholiques doivent absolument faire bloc sur une question de principe ».

L'auteur passe ensuite en revue un certain nombre d'épisodes récents de la vie catholique en Angleterre. Ces épisodes (incidents de congrès ou controverses de presse en particulier) sont assez déconcertants, au moins, pour un... continental, qui souvent ne peut guère se faire une idée personnelle. Il se sent mal à l'aise, par exemple, quand il entend dire que *Rerum Novarum* est « une œuvre manquée » ; mais quand on vient à contester ensuite l'exactitude de la traduction anglaise de l'encyclique, il se demande que penser.

Les discussions ne sont pas moins vives sur le sens du mot « socialiste » et l'essence du socialisme. Si l'on entend par « socialisme » « la proscription irrévocable de l'esprit individualiste... » (au sens où nous parlons, en France, de « catholicisme social ») alors la *Catholic Social Guild* a raison : « un catholique peut être socialiste ; bien mieux, il doit l'être ». Mais si le socialisme est « la nationalisation de tous les moyens de produc-

tion et d'échange », il ne le peut pas Seulement, pareille proposition ne figure au programme d'aucun socialisme, et affirmer ensuite l'incompatibilité entre le catholicisme et le socialisme n'a plus absolument aucun sens.

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y aurait grand intérêt à ce qu'on s'entendît sur les mots ; et puisque dans les documents du magistère ecclésiastique, l'épithète « socialiste » est toujours prise au sens péjoratif, que les catholiques s'abstînssent de s'en affubler. A ce sujet, la *Catholic Social Guild* écrit encore :

« Un catholique ne peut être socialiste au sens où nous venons de le définir. Sans doute, il y a des théories qu'on confond avec le socialisme et qu'on appelle socialisme, mais qui ne sont pas le socialisme. Un catholique peut défendre ces théories ; mais il ne peut les appeler socialisme ou s'intituler lui-même socialiste... Tout au moins cela causerait du scandale... Nous tiendrons pour règle que toute théorie dénommée légitimement socialisme est condamnée par l'Eglise, et que toute théorie non condamnée par l'Eglise n'est pas réellement du socialisme ». N'est-ce pas justement le cas du travaillisme ?

Si l'on veut bien se garder de l'équivoque signalée tout à l'heure, il semble qu'on peut souscrire à ce jugement des *Dossiers de l'Action catholique* de Charleroi (avril 1925) :

« Les marxistes sont peu nombreux en Angleterre. Mais à côté d'eux, il y a d'autres socialistes. La plupart de ces derniers repoussent l'idée de la lutte des classes, et approuvent volontiers la collaboration des ouvriers et des bourgeois, mais ils estiment que la socialisation de certains moyens de production, de certaines entreprises, serait avantageuse pour la nation. A ce mouvement d'idées se rattachent les dirigeants de la *Fabian Society* et les *Guild-Socialists*. Les revendications de beaucoup d'hommes qui se disent socialistes, en Angleterre ou en Ecosse, sont tellement modérées qu'elles ne seraient certainement pas considérées comme un programme socialiste sur le continent. Ramsay Mac Donald est un socialiste indépendant, modéré et pacifique, qui s'est construit une théorie sociale en transposant en sociologie un certain nombre d'idées biologiques. On ne trouve pas chez la plupart des soi-disant socialistes anglais les passions anticléricales des socialistes continentaux. »

Et voici, pour finir, une anecdote récente que nous avons rapportée de la Semaine Sociale de Strasbourg [1]. Un catholique français faisait visite à un des dirigeants des *Trade-Unions* britanniques, qui sont au *Labour Party* (au travaillisme donc) un peu ce qu'est la C. G. T. au socialisme français. Le trade-unionist racontait à son hôte qu'à un récent congrès ouvrier, en Angleterre, lecture fut donnée publiquement, le samedi, des horaires des services religieux dominicaux, pour les membres du congrès appartenant aux diverses confessions, catholique et protestantes. Un délégué du « continent » s'en étant étonné, son camarade anglais lui déclara que cette communication était toute naturelle, les organisations ouvrières n'étant aucunement en hostilité ni en défiance contre la religion. — Le catholique français ayant, à son tour, demandé à son interlocuteur quel pays du continent représentait le délégué qui s'était attiré cette leçon, son hôte eut la... courtoisie de ne plus s'en souvenir. Aussi bien, la réponse n'était-elle pas superflue ?

[1] Nous la rapportons de mémoire, le compte rendu n'ayant pas encore été publié

Q. — *Quelle est, exactement, la doctrine « corporatiste » de l'Eglise ?* L'Eglise n'a-t-elle en vue que le syndicalisme libre, tel qu'il existe actuellement en France ? Je pense qu'il s'agit plutôt de fonder des « institutions corporatives » ou des corporations institutionnelles, englobant *nécessairement* tous les travailleurs du même corps de métier, avec la liberté de s'inscrire à un syndicat libre de sa catégorie, corporations douées d'un véritable pouvoir de gouvernement professionnel, sous le contrôle de l'Etat. C'est précisément cette communauté intermédiaire entre l'Etat et les individus que notre démocratie étatiste refuse de reconnaître. Aucun mouvement d'Action catholique ou d'inspiration chrétienne n'a soutenu cette thèse catholique au moment où s'élaborait notre Constitution.

R. — Les rôles respectifs du Syndicat et de la Corporation ont été sommairement mais très heureusement définis par le chanoine Tiberghien dans son *Commentaire* de *Rerum Novarum* (p. 63). « Le syndicat .. est une association *privée et libre*. Mais la corporation ancienne... n'est pas cette association libre ; elle est la profession elle-même, organisée au sein de la société, sous le contrôle et avec la garantie de l'Etat, devenant ainsi, en un sens, un « Corps d'Etat ». Il en résulte donc que, dans une situation normale, à côté et au-dessus du syndicat libre, l'enveloppant et le dominant, doit exister un organisme professionnel, un « Corps professionnel ». Il recevrait de l'autorité civile la fonction de déterminer, pour chaque profession, les conditions d'application des lois, et laisserait à l'Etat, en matière professionnelle, un simple droit de direction générale et de coordination. La distinction entre les « corps professionnels », organismes d'Etat, « sinon essentiels du moins naturels dans la société », et les associations professionnelles libres, « sociétés d'ordre et de droit privé », a été très nettement faite dans l'encyclique *Quadragesimo Anno* qui fixe sur ce point la doctrine catholique sur l'organisation professionnelle intégrale. Cette organisation se trouve bien déterminée par la formule : *le syndicat libre dans la profession organisée.* » Cette formule est comme une des clés de voûte de l'édifice doctrinal laborieusement construit par les catholiques sociaux sous la haute direction de l'Eglise.

Quelques précisions seront utiles. Remettons-nous d'abord *en face* du texte de Pie XI.

« L'objectif que doivent avant tout se proposer l'Etat et l'élite des citoyens, ce à quoi ils doivent appliquer tout d'abord leur effort, c'est de mettre un terme au conflit qui divise les classes, et de provoquer et encourager une cordiale collaboration des professions. La politique sociale mettra donc tous ses soins à reconstituer les corps professionnels. Jusqu'à présent, en effet, la société reste plongée dans un état violent, partant instable et chancelant, puisqu'elle se fonde sur des classes que des appétits contradictoires mettent en conflit et qui, de ce chef, inclinent trop facilement à la haine et à la guerre. En effet, bien que le travail, ainsi que l'exposait nettement Notre Prédécesseur... ne soit pas une simple marchandise, qu'il faille reconnaître en lui la dignité humaine de l'ouvrier, et qu'on ne puisse pas l'échanger comme une denrée quelconque, de nos jours, sur le marché du travail, l'offre et la demande opposent les parties en deux classes comme en deux camps ; le débat qui s'ouvre transforme le marché en un champ-clos où les deux armées se livrent un combat acharné. A ce grave désordre qui mène la société à la ruine, tout le monde le comprend, il est urgent de porter un prompt remède. Mais on ne saurait arriver à une guérison parfaite que si

à ces classes opposées on substitue des organes bien constitués, des « *ordres* » ou des « *professions* » qui groupent les hommes, non pas d'après la position qu'ils occupent sur le marché du travail, mais d'après les différentes branches de l'activité sociale auxquelles ils se rattachent. De même en effet, que ceux que rapprochent des relations de voisinage en viennent à constituer des cités, ainsi la nature incline les membres d'un même métier ou d'une même profession, quelle qu'elle soit, à créer des groupements corporatifs, si bien que beaucoup considèrent de tels groupements comme des organes sinon essentiels, du moins naturels dans la société » (*Q. A.*, 89, 90).

L'objectif à poursuivre est ici nettement indiqué : revenir à l'ordre naturel qui appelle l'union organique de tous ceux qu'unit, en des catégories distinctes et plus ou moins nombreuses, l'appartenance à une même profession. Le corps professionnel pourra donc se définir : « une communauté différenciée et ordonnée de producteurs (pris au sens le plus général) du même type économique qui, au sein de la société civile, unit, en raison de leurs intérêts économiques solidaires, des *semblables*, entraînant de ce chef une meilleure conscience de leurs droits, mais leur imposant aussi certains devoirs ». Est-il besoin d'ajouter que l'Eglise reconnaît explicitement l'impossibilité d'un retour en arrière par une tentative, condamnée d'avance à l'insuccès, de résurrection des anciennes corporations ? L'adaptation de l'organisation corporative aux conditions actuelles de la vie économique et sociale est expressément reconnue nécessaire par Léon XIII (*Rerum Nov.*, 36).

Mais le même sain réalisme mettait l'Eglise en garde contre la méconnaissance pratique d'un fait d'importance capitale : l'existence de classes sociales différentes, où se retrouvent, se groupent, et tendent à s'organiser plus ou moins des hommes de professions identiques ou diverses, que rapprochent « la similitude des intérêts, de la culture, des habitudes de vie, des modes de participation à la répartition des biens économiques » (*Code social* de Malines, 2e édit., n° 168). La division de notre société en classes diverses, reconnue à maintes pages de *Q. A.* n'est d'ailleurs pas une particularité de notre temps. L'existence de classes sociales distinctes se constate à toutes les époques de l'histoire, sans qu'on soit pour autant fondé à faire, comme le voulait Karl Marx, de l'opposition entre deux classes-types la clé de toute l'histoire humaine, et de la constitution d'une « société sans classes » l'objectif essentiel de tout l'effort humain. Non : la tâche à entreprendre est beaucoup plus complexe.

« Aujourd'hui que la distinction profonde et l'opposition des classes sont consommées, la réalisation même de l'ordre corporatif, en même temps qu'elle sera poursuivie directement, demandera, par ailleurs, que l'on ait égard aux classes elles-mêmes, à leurs intérêts, à leur conciliation. L'idée de classe ayant souvent prévalu sur l'idée corporative, il faut pourvoir aux problèmes qu'elle pose, ce qui, au surplus, se fera le plus souvent par des solutions d'ordre corporatif » (P. Desbuquois : *Commentaire de Q. A.*, n° 92).

Redisons-le encore une fois, être réaliste, c'est tenir compte des faits, surtout même, peut-on dire, des faits qu'on déplore ; il n'est guère à craindre qu'on ne respecte pas ceux dont on se réjouit.

Or, aucune hésitation n'est possible sur la cause principale du désordre social actuel : c'est l'opposition des classes, l'esprit de lutte de classes, dont ce n'est pas le lieu de décrire une fois de plus la naissance et le développement. Croit-on qu'il soit possible d'établir un ordre corporatif avant d'avoir, sinon fait régner la charité dans toutes les âmes, du moins apaisé la violence des haines actuellement déchaînées ? Où sera le remède, se demande l'*Ecole Normale Sociale* dans le substantiel commentaire qu'elle nous a donné de *Q. A.* ? Et voici sa réponse :

« 1° Faire comprendre aux deux classes économiques existant en fait, que leur bien à chacune, leur fin particulière, doivent se subordonner à l'intérêt général de la Cité. La défense, par chacune, de ses droits légitimes, doit être elle-même orientée à la conciliation et à l'entente.

2° Faire prévaloir la considération de la profession sur celle des classes. Les deux classes économiques se sont constituées historiquement et luttent entre elles, parce qu'on a perdu de vue la primauté de nature et la précellence *de la profession sur la classe...* La divergence, l'opposition même parfois, des intérêts immédiats de chacune des deux catégories de producteurs, patrons et ouvriers (le plus bas prix de revient par exemple pour les uns, le salaire le plus largement équitable pour les autres) et l'ensemble des conditions de travail entraînent, en fait, des heurts, nécessitent des négociations, réclament une décision en commun, dans le cadre et sous le signe des intérêts professionnels collectifs. Il faut que les deux parties puissent confronter librement, donc à égalité de valeur, et même de force, leur bon droit respectif. Le Syndicat, tant patronal qu'ouvrier, répond à ce besoin, et donne justement aux ouvriers en particulier, parce que économiquement plus faibles, la force pour traiter d'égal à égal. Mais qui ne voit que ce qui importe ici avant tout, c'est l'esprit dont seront animées les organisations syndicales ? Si l'esprit de « classe », de pur intérêt économique immédiat, domine, c'est le conflit permanent installé au sein même de l'activité économique, avec tous ses contre-coups sociaux ; si par contre, domine l'esprit de solidarité professionnelle, donnant l'intelligence du Bien professionnel commun et la volonté de sa poursuite par la coordination des efforts, alors peuvent être normalement obtenues, malgré d'inévitables frictions, l'entente et la pacification. Restera, par en haut, par l'action d'un organisme professionnel supérieur, à écarter les conflits entre professions distinctes, et à préserver le Corps économique en son entier des revendications illégitimes, des manifestations, toujours à craindre, d'égoïsme collectif, par une quelconque des professions » (*op. cit.*, 224-227).

On comprend alors sans peine comment l'Eglise, tout en préconisant la constitution de groupements corporatifs [1], recommande inlassablement le développement du Syndicalisme chrétien. Qui veut la fin veut les moyens.

Mais pourquoi, demande-t-on : « aucun mouvement d'Action catholique ou d'inspiration chrétienne n'a-t-il soutenu la thèse catholique au moment où s'élaborait la nouvelle Constitution ? »

A vrai dire, nous ne sommes pas qualifiés pour répondre, et seuls le pourraient faire avec autorité ceux qui ont qualité pour parler au nom de ces organismes. Il nous semble pourtant que leur réserve est explicable. Il est vrai, « *audaces fortuna juvat* », et le P. Desqueyrat, s. j., avait raison, dans un article fort judicieux et très remarqué des *Travaux de l'Action populaire* (Mars 1947), de

[1] Pie XII rappelle, brièvement, cette position dans sa *Lettre* à M. Charles Flory, pour la Semaine sociale de Strasbourg 1946. (Cf. *Ami*, 1946, p. 136).

nous montrer « le Français 1947 » plus susceptible de répondre à un « appel à l'héroïsme » qu'au rappel des vertus naturelles élémentaires. Encore faut-il que l'appel soit entendu. A un païen d'aujourd'hui, ignorant encore tout du christianisme, qui donc ira proposer d'emblée la pratique de la communion fréquente, qui lui apparaîtra peut-être dans quelques années, comme le plus sûr moyen de vivre en honnête homme, mais qu'il n'a *aucune* chance de comprendre aujourd'hui ? Notre climat social, soumis aux influences socialistes et libérales, contraires certes, mais aussi étrangères l'une que l'autre à l'authentique charité, prédispose-t-il les âmes à la collaboration professionnelle corporative ? Le mot même *Corporation*, qui est certes susceptible d'un sens excellent, et peut en appeler à l'histoire pour faire valoir des titres de noblesse très authentiques, n'a-t-il pas été compromis, aux yeux de beaucoup, par les abus récents qu'on en a fait, au point que — et c'est en 1937 que l'*Ecole Normale Sociale* en faisait la remarque — les catholiques sociaux rejettent les expressions : *Etat corporatif* et *Corporatisme* tout court (*op. cit.*, p. 236). Ce qui ne les empêchait pas de consacrer, en 1935, toute une Semaine Sociale à l'étude de *l'Organisation corporative* (voir *Ami*, 1936, p. 609 et s.). Il est trop clair que leur jugement n'a pu changer depuis : les raisons en sont évidentes. Soumettons-nous aux faits si nous voulons en conduire l'évolution : ils font partie de cette nature qu'on ne domine qu'en lui obéissant. Aujourd'hui, il faut défendre farouchement la liberté syndicale avec les autres, et favoriser de tout notre pouvoir le développement d'un Syndicalisme ouvrier et patronal d'inspiration chrétienne. Et demain la Corporation sera possible.

M. N.

Q. — L'*Ami* pourrait-il me donner un éclaircissement sur le cas suivant : une jeune femme divorcée contractant mariage *civilement* avec un jeune homme libre est venue trouver M. le Curé en lui disant : « Nous comprenons que nous ne pouvons pas avoir de messe de mariage, mais nous désirons avoir une messe de *Requiem* pour nos défunts *après notre mariage civil...* »

La messe de *Requiem* peut-elle leur être accordée, laissant croire ainsi à un succédané de cérémonie religieuse pour des gens qui n'y ont pas droit ?

R. — L'expression « après notre mariage civil » signifie très probablement que la messe demandée pour les défunts aurait lieu immédiatement après la pseudo-cérémonie à la mairie, ou le lendemain, et que le cortège des invités y accompagnerait les deux « mal-mariés ». Il faut *refuser catégoriquement* de vous prêter à cette sorte d'approbation indirecte d'un péché public, d'où résulterait un scandale grave parmi les fidèles, dont la conscience est déjà trop fortement oblitérée au sujet de la licéité du prétendu « mariage » civil.

Mais vous pourrez répondre à vos visiteurs que vous direz la messe pour le repos de l'âme de leurs défunts à une date ultérieure, à votre choix, par exemple un ou deux mois après la date qu'ils indiquent. Et, si la situation vous permet de le faire prudemment, vous pourriez ajouter que s'il est bon et louable de prier pour l'expiation des fautes des défunts, il est encore mieux et plus rationnel d'éviter de pécher pendant qu'on est en vie. Il y a encore, dans ce couple, un désir de donner à leur union, si peu que ce soit, une sorte de consécration religieuse ; c'est à vous de juger comment il convient de nuancer vos paroles pour qu'elles réveillent, ou du moins entretiennent le feu caché sous la cendre, sans devenir un geste éteignant la mèche qui fume encore.

Q. — Prière à l'*Ami* d'expliquer la dernière ligne de ce passage de Bossuet sur le Jugement dernier :

« Encore que dans le moment où l'âme sortira du corps elle doive être jugée en dernier ressort, et l'affaire de notre salut immuablement décidée, toutefois il a plu à Dieu que, nonobstant ce premier arrêt, nous ayons encore à *craindre un* AUTRE EXAMEN et une TERRIBLE RÉVISION de notre procès au jugement dernier et universel. »

Ce mot « révision » est de nature à troubler une conscience scrupuleuse. Pourquoi Bossuet n'a-t-il pas employé le mot *confirmation ?* Qu'en pense l'*Ami ?*

R. — Le mot *revision* (et non pas *révision*, si l'on se conforme à l'édition critique de Lebarcq, t. IV, p. 634) doit évidemment être pris dans son sens étymologique : *re-vision ;* car le contexte l'exige.

Le « premier arrêt », qui « juge en dernier ressort », qui « décide immuablement l'affaire de notre salut » ne saurait être *réformé ;* il sera *reproduit* publiquement pour deux raisons données dans la suite du texte de cet exorde : 1° pour que le corps ressuscité soit jugé et puni comme ayant été le « complice » de l'âme, et que « tous les pécheurs, étant appelés et *représentés* en corps et en âme, c'est-à-dire dans l'intégrité de leur nature, ils reçoivent ainsi la mesure entière et le comble de leur supplice » ; — 2° afin que « celui qui a fait le mal soit couvert de honte... et... déshonoré non seulement par les autres, mais par lui-même » et qu'il subisse « à la face des hommes et des anges l'éternelle confusion qu'il a si bien méritée. »

Ce double thème est développé dans le sermon tout entier, sans qu'aucune possibilité d'un changement apporté à la sentence rendue immédiatement après la mort y soit envisagée. Le contexte impose donc ici au mot *revision* le sens de *reproduction* publique d'un arrêt déjà rendu irrévocable en soi, et n'ayant nul besoin d'être *confirmé*, mais seulement d'être proclamé publiquement et exécuté intégralement.

Q. — 1° Jusqu'à présent il était défendu de lire des écrits protestants en matière religieuse. Or voici que des protestants collaborent à des ouvrages édités par des catholiques. Je pourrais en citer plusieurs où le point de vue protestant est exposé, sans rectificatif.

2° D'autre part, des journaux catholiques citent volontiers *Réforme*, hebdomadaire calviniste, et je connais un jeune catholique qui en fait sa lecture habituelle. Cette compénétration, cette collaboration sont-elles louables ou blâmables ?

R. — I. Votre surprise a été partagée par plusieurs confrères qui nous en ont fait part, et c'est ce qui nous engage à vous répondre ici.

Des conversations d'ordre religieux entre catholiques et protestants ne sont pas interdites de soi ; ces contacts sont nécessaires en vue de la conversion de ceux qui n'ont pas la pleine vérité catho-